https://www.politis.fr/articles/2017/10/une-soupe-citoyenne-pour-dire-non-a-europacity-37707/

Politis
L'hebdo indépendant et engagé

Sur le vif
Publié le 6 octobre 2017

Une soupe citoyenne pour dire non à Europacity

par Vanina Delmas

La mobilisation contre l'urbanisation du Triangle de Gonesse s'installe à Paris ce week-end pour dénoncer la perte des terres agricoles franciliennes et les mensonges autour de ce mégaprojet hybride porté par Auchan.

Avec pour slogan phare : *« Des légumes, pas du bitume ! »*, les opposants appellent à se rassembler sur la place de la République, à Paris, dimanche 8 octobre, à partir de 14 heures. Ils cuisineront une soupe citoyenne à partir des légumes cultivés dans les champs du Triangle de Gonesse (Val-d'Oise) menacés par ce gigantesque complexe mêlant commerces et loisirs. Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse, affirme :

Pour beaucoup de citoyens, c'est le centre commercial de trop. Avec ses 500 magasins et sa piste de ski artificielle, c'est la caricature de ce qu'il ne faut plus faire. Or pas une goutte de béton n'a encore coulé : il est encore possible de choisir un projet qui bénéficie véritablement à ce territoire et à ses habitants.

Dans un rapport rendu public en août dernier, le commissaire-enquêteur a émis un avis défavorable à l'urbanisation du Triangle de Gonesse à l'issue de l'enquête publique : le projet Europacity, ainsi que le projet d'aménagement de la ZAC, présenteraient *« des impacts environnementaux négatifs à très négatifs qui vont à l'inverse des grandes orientations politiques nationales et internationales en matière de lutte contre la disparition des terres agricoles, de lutte contre le réchauffement climatique ».*

À lire aussi >> Europacity, projet hyper contesté

Ce nouveau rassemblement sera également l'occasion de présenter le projet alternatif élaboré par les opposants intitulé Carma (Coopération pour une ambition agricole, rurale et métropolitaine d'avenir). Il repose sur quatre volets : un pôle de production en agriculture durable, autour d'une ferme maraîchère solidaire, de jardins familiaux, d'un centre de formation en agroécologie ; des ateliers de transformation des produits, créant de l'emploi sur place ; des circuits de consommation courts (cantines, Amap, points de vente périurbains) ; et le recyclage des matières organiques (compostage, méthanisation) de la plaine de Gonesse.

À lire aussi
Un bon carma pour le Triangle de Gonesse et Europacity : « Nous sommes face à un choix de société »

---

https://www.francebleu.fr/infos/societe/nouvelle-manifestation-des-opposants-au-projet-europacity-1507478960

Société

Nouvelle manifestation des opposants au projet Europacity

Par Joanna Yakin, France Bleu Paris et France Bleu dimanche 8 octobre 2017 à 18:09

Des opposants au projet Europacity défilent à Paris © Radio France

Une centaine de manifestants du "Collectif pour le Triangle de Gonesse" ont défilé ce dimanche à Paris pour protester contre le projet Europacity sensé voir le jour en 2024 sur d'actuelles terres agricoles. Ils réclament l'annulation pure et simple du projet.

"Des radis, pas des caddies" ou encore "Des légumes, pas du bitume", ce sont les slogans criés ce dimanche lors d'une manifestation à Paris du **Collectif pour le Triangle de Gonesse.** Certains sont habitants du Val d'Oise, d'autres, des militants écologistes et partagent le même objectif : obtenir l'annulation du projet Europacity.

Europacity, c'est ce **mégacomplexe de commerces et de loisirs qui doit sortir de terre d'ici 2024 à Gonesse** dans le Val-d'-Oise. Le projet est porté par le groupe Auchan et un autre géant chinois. Le problème c'est que cet immense centre commercial sera implanté sur une zone actuellement agricole. Pour Rabah, qui habite pas loin du triangle de Gonesse, ce projet est une hérésie.

"Pour moi c'est un crime contre l'Humanité de bétonner des terres agricoles, c'est une aberration." (Rabah)

Manifestation à Paris contre le projet Europacity prévu à Gonesse © Radio France

La plupart des manifestants rappellent que de nombreux centres commerciaux existent déjà aux alentours et dénoncent un modèle complètement dépassé.

"Quand on regarde le projet c'est vraiment un projet du siècle dernier, un projet du passé, basé sur le consumérisme et contradictoire avec les engagements qu'a pris la France avec la COP21 et tous les problèmes de transition écologique" (Jean-Claude, un manifestant)

Selon le collectif, de nombreuses alternatives à ce projet seraient envisageables, à commencer par le maintien d'une agriculture locale qui pourrait servir à alimenter les écoles et établissements des alentours en aliments bio tout en préservant l'activité déjà fragilisée du centre-ville.

De leur côté, les porteurs du projet Europacity assurent que **plus de 10 000 emplois directs seront créés grâce à Europacity**. Toujours selon eux, la construction d'Europacity mobilisera jusqu'à 4200 personnes par an durant les 4 à 5 années de chantier. Par ailleurs, Europacity doit signer ce lundi un **partenariat avec les Chambres de métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis, de Seine-et-Marne et du Val-d'-Oise** pour notamment "*faciliter l'accès des entreprises artisanales des trois départements aux marchés dans les phases de construction et de fonctionnement*".

Paris, France

Joanna Yakin France Bleu

---

http://www.leparisien.fr/gonesse-95500/les-anti-europacity-reunis-a-paris-pour-montrer-la-qualite-des-terres-du-triangle-de-gonesse-08-10-2017-7316958.php

Gonesse Triangle de Gonesse EuropaCity Collectif pour le Triangle de Gonesse

Les anti-EuropaCity réunis à Paris pour montrer la qualité des terres du triangle de Gonesse

Île-de-France & Oise Val-d'Oise Gonesse | **Marjorie Lenhardt** | 08 octobre 2017, 18h00 | 2

Paris, ce dimanche 8 octobre 2017. Les opposants à EuropaCity ont manifesté place de la République. Ils y ont déposé des légumes du Triangle de Gonesse, pour montrer que la terre y est de bonne qualité. LP/Marjorie Lenhardt

« Des légumes, pas de bitume, des radis pas de cadis, des champs pas de Auchan ! » Brandissant fièrement maïs, citrouilles, potimarrons et poireaux, des légumes de saison venant tout droit du potager du triangle de Gonesse, les opposants à EuropaCity ont manifesté place de la République à Paris, ce dimanche. Une cinquantaine d'opposants au méga complexe de commerces et de loisirs qui doit voir le jour en 2024 sur des terres agricoles à Gonesse s'étaient donné rendez-vous quai de Valmy. Ils ont défilé jusqu'à la place avec, en tête de cortège, des brouettes pleines des légumes qui avaient été semés le 21 mai par le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG). *« On a bien vérifié que les terres sont de très bonne qualité ! »* lâche Bernard Loup, président du CPTG. Le collectif a cultivé ce potager sur huit parcelles réparties sur 800 m2. Les membres y sont allés un dimanche sur deux pour entretenir les cultures. *« Les légumes sont bios puisqu'ils ont été cultivés sur un terrain en friche. Nous n'avons pas eu besoin de beaucoup arroser »,* précise Bernard Loup. *« De la même façon que je m'oppose à la fabrication des armes, je m'oppose à la destruction des terres agricoles, explique Rabha, membre du collectif. Les terres y sont tellement bonnes que l'on n'a quasiment pas besoin d'arroser. Je trouve ça très révoltant que l'on nous fasse passer pour des gens qui veulent priver les Gonessiens d'emploi et de culture ».*

Préparation de la soupe

Le collectif prépare une soupe avec les légumes du Triangle de Gonesse LP/M.Len

Ce rassemblement festif a fini par attirer les curieux, attirés par la musique, sensibles aux questions écologiques, à l'agriculture durable ou encore favorables au principe des ZAD (zone à défendre). Entre 100 et 200 personnes ont fait le tour des stands, librairie, troc de plantes, buffet. Pendant que des membres du collectif s'activent pour éplucher les légumes et préparer une soupe géante, deux débats sont organisés. L'un sur le projet alternatif intitulé Carma, proposé par le collectif et dont l'objectif est de redonner à ces terres leur vocation agricole et maraîchère, le deuxième sur la régionalisation de leur mobilisation. *« Le projet EuropaCity n'est pas un projet de la commune de Gonesse mais un projet régional, nous devons amplifier la création de comités locaux pour que Auchan sache que les habitants de toute l'Ile-de-France se mobilisent »*, explique le président du CPTG.

Le 25 septembre dernier, le conseil municipal de la ville de Gonesse a adopté la révision du plan local d'urbanisme dans une ambiance houleuse en présence d'opposants et défenseurs du méga projet, dont le coût s'élève à 3,1 Mds € financés par le groupe Auchan et un conglomérat chinois. La modification du PLU avait pourtant recueilli un avis défavorable du commissaire enquêteur en mai dernier.

Le journal de 20H de TF1 dimanche 8 octobre a consacré 3'40" à la manifestation et au rassemblement de la République.

Pour voir l'émission sur le site de TF1 : https://www.tf1.fr/tf1/jt-we/videos/20-heures-8-octobre-2017.html

Pour le rassemblement des opposants à EuropaCity, regardez de 19'15 à 22'55.

La disparition des agriculteurs en Ile-de-France : pourquoi faut-il s'inquiéter ?

Paris Ile-de-France Émissions France 3 - Paris Île-de-France - mercredi 4 octobre 2017 - 9h50-10h35

9h50 le matin, c'est l'émission matinale de **France 3 Paris Île-de-France** et présentée par **Charlotte Le Grix de La Salle**. Les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis matin à **9 heures 50**, **Charlotte** se déplace en région parisienne, accompagnée d'experts, de professionnels ou de grands témoins.

L'émission du mercredi 4 octobre a été enregistré en un lieu superbe chargé d'histoire, l'Abbaye de Royaumont.

Félicitations à **Charlotte Le Grix de La Salle,** la présentatrice de cette émission, qui avait travaillé son sujet. C'est suffisamment rare pour être souligné, dans un temps où les chaînes de télévision ont la fâcheuse tendance à courir après l'information immédiate et rapide, laissant peu de place à l'investigation et à la préparation.

Outre les interventions de notre amie, **Jacqueline LORTHIOIS**, membre fondatrice du CPTG, les spectateurs auront été frappés par le courage de **Pascale FERRY**, éleveuse de vaches laitières dans le Vexin, appelant à sauver l'agriculture et les agriculteurs/trices.

Face au discours d'un autre temps et souvent pathétique de M. BLAZY, maire de Gonesse, qui finit par admettre que ce sont les grandes surfaces qui mettent à genoux les agriculteurs, on retiendra les interventions fortes de **Pierre BOT**, un des derniers agriculteurs du plateau de Saclay, d'**Antoine THIROUIN**, maraîcher à la Croix-verte dans le Val d'Oise ainsi que du maire d'Aulnay-sous-Bois.

Même le micro-trottoir réalisé dans le 15ème arrondissement montre à quel point les temps changent et combien les citadins eux-mêmes comprennent aujourd'hui l'importance à accorder aux terres agricoles à la périphérie des villes.

Pour voir l'émission sur le site de France 3 : http://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/emissions/9h50-paris-ile-de-france

---

https://www.challenges.fr/politique/europacity-les-5-bugs-de-ce-mega-projet-a-3-milliards-d-euros-pilote-par-la-famille-mulliez-proprietaire-d-auchan_503068.amp

Challenges

Europacity : les 5 bugs de ce méga-projet à 3 milliards d'euros

Politique

Par **Eric Treguier** (Lire tous ses articles)

Publié le 30.09.2017 à 07h30

Lancé en 2008, ce méga-centre commercial avec loisirs et tourisme à gogo, piloté par la famille Mulliez (Auchan) devait révolutionner la grande distribution. Mais cette opération de 3,1 milliards d'euros, malgré des aménagements, suscite de multiples questions. Le projet comporte, il est vrai, une série de "bugs" qui posent problème. Notre anaylse.

Le très contesté projet d'Europacity à 3 milliards d'euros.

Les automobilistes qui, depuis Paris, vont à Roissy ou à Lille, peuvent-ils imaginer ce qui se trame sous leurs yeux, de l'autre coté de l'autoroute A1? Là, sur ces terres couvertes de blé, sur la commune de Gonesse (Val d'Oise), entre les aéroports de Roissy Charles-de-Gaulle et du Bourget, s'élèvera, en 2024, un des plus grands centres commerciaux d'Europe. 200 000 mètres carrés de surfaces commerciales sorties d'un seul coup de terre. Deux fois plus que les centres commerciaux géants de La défense ou des Quatre-Temps. Ne cherchez pas : en France, il n'y a pas d'équivalent. Piloté par la famille Mulliez, fondatrice d'Auchan, alliés aux chinois de Wanda, ce projet devra attirer, selon ses concepteurs, … 30 millions de visiteurs. Pas moins! Mais ce centre commercial du futur, qui alliera commerce, culture et loisirs, s'est attiré l'hostilité des écologistes et d'une partie des riverains et laisse dubitatif un certain nombre de professionnels du commerce, de financiers et de politiques. Jalousie ou impréparation? Manque de concertation ou erreur d'appréciation? Impossible de trancher pour le moment. Reste que le projet est empêtré dans une série de bugs, cinq exactement, qu'il faut détailler pour bien comprendre pourquoi, presque 10 ans après son lancement, il commence seulement à sortir des cartons…

Un bug administratif

En aout dernier, tombait le résultat de l'enquête publique sur la révision du plan local d'urbanisme de Gonesse, dans le Val d'Oise : le commissaire-enquêteur émettait un avis négatif au projet de révision. En cause? Le projet Europacity. L'enquête pointait ses effets négatifs sur l'environnement, les dégâts que causerait un nouveau centre sur un tissu commercial déjà très dense : Aéroville, ouvert en 2014, avec ses 150 boutiques et son hypermarché… Auchan. Et, plus au sud, O'Parinor, avec ses 200 magasins, ses 30 restaurants et son Carrefour de 22 000 m². Il pointait aussi le risque de cannibalisation sur les emplois alentour… Dans toute autre commune, faute d'un tel accord, le conseil municipal se serait abstenu d'accorder le moindre permis de construire. Pas à Gonesse. Lundi dernier, son maire, Jean-Pierre Blazy (PS), passait outre l'enquête publique et faisait entériner le projet par son conseil. Les maires alentours (Villepinte, Aulnay, le Bourget et Sevran) sont furieux. Pour Vincent Capo-Canellas, maire du Bourget, *«ce projet n'est pas du tout connecté au reste du territoire et pour être rentable, il devra attirer plus de visiteurs que Disneyland*." La victoire des partisans du projet pourrait rapidement être remise en cause. Car les opposants au projet comptent bien attaquer le nouveau PLU devant le Tribunal administratif. Et le principal d'entre eux, Bernard Loup, président du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), espère que l'avis défavorable de l'enquête publique y aura plus de poids qu'à la mairie de Gonesse.

Un bug commercial

Le 4 septembre dernier, le groupe Auchan annonçait, pour la première fois de son histoire, des résultats négatifs. La faute à ses hypermarchés, qui ne font plus recette, et attirent de moins en moins de visiteurs. Le commerce, on le sait, est en train de muter. Amazon et Internet sont passés par là et les grands groupes, Carrefour, Casino et même Leclerc, planchent sur des formules qui permettent de combiner achat à distance et déplacements dans leurs "malls", ces gigantesques temples de la consommation qui parsèment le pays. Pas simple. Europacity est, selon le groupe nordiste, la solution. Grâce à une offre différente. Pour David Lebon, son directeur du développement, *"nous voulons inventer un concept qui convainque les gens de continuer à sortir de chez eux, à l'heure où l'on peut tout faire depuis un smartphone*. ». Pour le directeur général d'Alliages et Territoires, Benoît Chang, tout reposera sur un *"modèle disruptif"*, subtil équilibre entre *«du freemium et du premium*". Traduction : on viendra ici parce que ce sera gratuit. Mais dès qu'on voudra plus (de spectacles, de loisirs et de biens à consommer), on casquera! A l'époque

où tout peut s'acheter sur Internet, il faut apporter une expérience sur *« une destination festive et populaire »* comme l'explique Benoit Chang, pour faire concurrence à Internet. En quoi consistera cette offre disruptive? Présentée il y a quelques jours, la version 2.0 d'Europacity, dessinée par huit architectes supervisés par le danois Bjärke Ingels, devrait offrir 50 000 m² consacrés au loisirs (salles de concert et de spectacle, centre culturel…), 150 000 m² consacrés aux loisirs (parc à Thèmes, cirque Annie Fratellini, parc aquatique et sans doute une piste de ski intérieure), 2000 chambres réparties sur cinq hôtels, et, pour seulement un tiers de la surface construite, soit 230000 m², des commerces. Mais, pour le moment, impossible d'en savoir plus. Disruptif, en effet!

Un bug financier

D'autant qu'à ce jour, et c'est le troisième bug, l'équilibre financier de l'ensemble reste mystérieux. Pour que les comptes soient équilibrés, il faudra pourtant réussir l'exploit d'attirer 30 millions de visiteurs, soit deux fois plus que Eurodisney, qui est pourtant, avec le Mont Saint-Michel, le principal aimant à touristes de France! Cela amène forcément à s'interroger sur le business plan de l'ensemble. Quelle sera la pérennité de ce projet structurant, financé à 100% par deux gros investisseurs privés et soutenu par le Grand Paris, à travers la société Grand Paris Aménagement ? Quelle enseigne sera tentée de venir? Pourquoi, comme c'est l'usage, aucune liste d'enseignes ayant déjà signé n'a-t-elle encore été communiquée? *«La question n'a pas de sens. Un lieu qui attirera 30 millions de visiteurs, croyez-moi, les commerçants viendront frapper à sa porte»* assure Benoît Chang. Pourtant, la question a du sens, car une absence de rentabilité pourrait remettre en cause l'investissement du chinois Wanda. Une hypothèse qui n'a rien d'insensé. Le groupe a récemment été rappelé à l'ordre par Pékin à cause de ses coûteux, et souvent peu rentables, investissements à l'étranger

Un bug écologique

Finie l'énorme soucoupe volante du premier projet : Europacity a présenté une nouvelle version qui se veut plus humaine, plus verte et davantage tournée vers la ville. *«Contrairement aux centres commerciaux classique, vous pouvez entrer de partout et notre projet ressemble vraiment à un quartier, avec des rues»,* explique Matteo Parino, le directeur des opérations. "*Cet espace urbain, croyez-moi, les habitants l'attendent»,* affirme Benoît Chang, le directeur général. Pour le moment, il est surtout attendu au tournant par les écologistes, qui dénoncent l'artificialisation des terres agricoles et la signature carbone du projet. Il faut dire qu'avec la future gare du grand Paris Express qui doit être créée à côté, ce sont 260 des 660 hectares des belles terres céréalières de ce "*Triangle de Gonesse*", les terres maraîchères les plus proches de Paris qui vont disparaître. Des associations d'opposants proposent, à la place, un projet alternatif d'agriculture maraîchère. Ils ont reçu l'appui sur ce point du Commissaire enquêteur de l'enquête publique, Ronan Hébert, pour qui « *le projet d'aménagement du Triangle de Gonesse est peu compatible avec la notion de développement durable* ». Pour réduire ces attaques, le maire de Gonesse, Jean-Pierre Blazy a porté de 12 à 23 hectares la « *lisière* », c'est-à-dire la zone consacrée à de l'agriculture biologique, du maraîchage ou des pépinières. Mais les opposants ne désarment pas : le 8 octobre prochain, le CPTG, avec la Confédération paysanne, le réseau des AMAP, Biocoop, Solidaires., installeront un marché anti-Europacity sur la place de la République à Paris. Au menu, citrouilles, laitues et pommes de terre cultivées sur les terres du Triangle de Gonesse...

Bug Politique

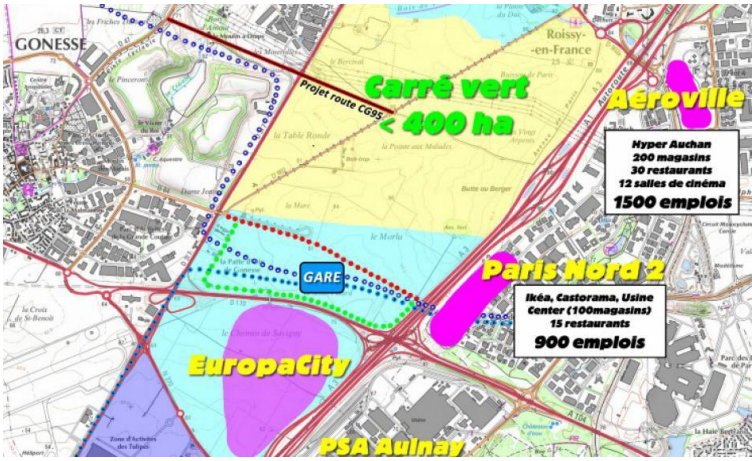
C'est le dernier bug et le plus imprévisible. A son lancement, en 2008, il avait reçu le soutien enthousiaste du président de la république de l'époque, Nicolas Sarkozy. Le suivant, François Hollande, s'y était montré tout aussi favorable, au nom de la croissance et des 11 à 12000 emplois attendus sur place. Aujourd'hui, on serait bien en peine de trouver le moindre soutien du coté des politiques. Trop dangereux. Les opposants au projet, au cris de "Au boulot, Hulot!" espèrent une prise de position franche du ministre de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot. Il est vrai qu'il a dénoncé récemment "*ces grands projets inutiles» et "l'artificialisation des sols".* Mais l'estocade pourrait venir de plus haut. Le président de la République, Emmanuel Macron pourrait annoncer, le 23 octobre prochain, à l'occasion de la conférence territoriale d'Ile-de-France, un report dans le temps, voire la suppression, de la ligne 17 du métro. Le projet Auchan, privé de son flux de touristes et de Franciliens, et d'une grosse partie de ses 30 millions de visiteurs attendus, deviendrait alors, une vraie…"galère marchande".

---

http://www.pcf.fr/102298

Europacity : un désastre environnemental loin des besoins des populations

Parti communiste français,



Paris, le 5 octobre 2017.

Dimanche 8 octobre le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) organise une initiative à Paris, place de la République: nous y serons à nouveau !

L'opposition à ce mega projet consumériste, grand temple de la consommation et du divertissement du Grand Paris s'amplifie. Ainsi, le rapport de l'enquête publique sur la révision du Plan Local d'Urbanisme de Gonesse a rendu un avis négatif. Il souligne les impacts environnementaux négatifs contraires aux engagements de la France, en matière de préservation des terres agricoles et de lutte contre le réchauffement climatique. Il juge également les promesses de créations d'emplois peu crédibles.

La Famille Mulliez (Auchan), alliée au milliardaire chinois Wanda, rêve d'une métropole béton sur les 300 hectares de terres agricoles fertiles. Un projet démesuré, de plus de 3 milliards d'euros, censé accueillir 30 millions de visiteurs par an. Bonjour l'atmosphère pour les habitant-es de proximité, sans compter la congestion automobile quotidienne déjà à saturation sur les autoroutes A1 et A3.

Alors que le gouvernement poursuit la politique d'austérité et réduit les dotations aux collectivités territoriales, il serait plus utile de mobiliser l'argent public pour l'amélioration des transports en Ile-de-France, la reconversion des friches industrielles et la préservation des espaces naturels.

La priorité doit être donnée à la reconstruction de la ville sur la ville et à la préservation des derniers espaces agricoles pour le développement de circuits courts agricoles pour nourrir l'Île -de-France.

La priorité doit être donnée au développement et à la diversification des formations pour lutter contre le chômage et permettre aux habitants des départements riverains d'accéder à des emplois durables et qualifiés.

C'est à ces conditions que nous construirons la métropole dont les Franciliens ont besoin. L'État et le Conseil régional doivent maintenant sortir de leur période d'observation silencieuse, refuser ce projet et agir pour le bien être des populations et du territoire.

---

https://actu.fr/ile-de-france/gonesse_95277/europacity-larchitecte-revoit-plan-mais-ne-convainc-pas_12818271.html

EuropaCity. L'architecte revoit son plan mais ne convainc pas

Bjarke Ingels a du revoir sa copie depuis que le commissaire enquêteur a rejeté le projet de mega espace commercial et de loisirs de 80 hectares, qui est programmé pour 2024.

Publié **le 4 Oct. 17** à 10:02 |Modifié le 4 Oct. 17 à 10:20 Fabrice Cahen La Gazette du Val d'Oise

Ça s'agite autour du Triangle de Gonesse. Cette fois il ne s'agit pas des opposants au projet du mega centre commercial et de loisirs, mais les concepteurs qui tentent de convaincre à nouveau sur ce programme.

Depuis, que le commissaire enquêteur a rejeté le projet de la ville de Gonesse, la municipalité du maire Ps Jean-Pierre Blazy, a revoté, lundi 25 septembre, une nouvelle révision du Plu, tout en validant l'aménagement du projet.

Deux jours plus tard, le 27 septembre, c'était au tour des concepteurs de présenter une deuxième version. Peu de changement sur la masse du programme.

Les fervents opposants comptent désormais attaquer le Plu en justice. Leur action est d'autant plus encouragée par la position de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique, qui a pris ses distances avec EuropaCity, en dénonçant « la folie des grandeurs », du projet. Le commissaire enquêteur avait, lui-même, jugé surévaluées les estimations de fréquentation et de retombées commerciales d'EuropaCity, situé à proximité des centres commerciaux d'Aéroville et O'Parinor, qui seraient à leur tour menacés.

La nouvelle perspective du projet EuropaCity

Les concepteurs Auchan et le chinois Wanda tentent désormais de rassurer « On ne fera pas Dubaï aux portes de Paris ! » Leur programme, quelques peu modifié, veut se rapprocher d'un « quartier de ville », « avec des rues, des places, un parc urbain, une ferme urbaine… »

Mais ce qui coince ce sont les projets fous qui sont conservés, comme le parc des neiges et une piste de ski.

600 hectares de terres cultivables devraient être supprimés si le projet voit le jour.

Une réunion de présentation à lieu ce mercredi 4 octobre, à 19 h, à l'espace culturel Bernard-Dague, à Louvres, alors que le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) appelle à un rassemblement dimanche 8 octobre, de 14h à 18h, place de la République à Paris, pour s'opposer au projet.

Nouvelle vue aérienne d'EuropaCity.

Le Monde ÉCO&ENTREPRISE 8 octobre 2017

P. 1

Grand Paris Express : des lignes de métro déjà sur la sellette

Élus locaux et acteurs économiques ont engagé de grandes manœuvres pour sauver des tronçons au futur menacé

Le premier tunnelier du Grand Paris Express ne commencera qu'en janvier 2018 à forer le sous-sol à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), mais le chantier du futur métro automatique provoque déjà des secousses du nord au sud de la métropole.

Élus locaux et -acteurs économiques s'alarment d'une remise en cause de certains tronçons par le gouvernement, quelques mois après l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. De l'Essonne au Val-d'Oise en passant par les Yvelines, les grandes manœuvres ont commencé pour sauver les lignes menacées, avant un arbitrage attendu pour le début du mois de novembre. Avec un argument massue : renvoyer à un horizon lointain une partie des lignes et de leurs 68 gares mettrait en péril des centaines d'hectares de zones d'activité et des milliers de logements programmés.

A Matignon et à l'Élysée, c'est une petite musique qui n'a cessé de s'amplifier depuis l'été : trop de chantiers d'infrastructures ont été lancés, il faut établir des priorités… Le Grand Paris Express y échappe d'autant moins que le devis de ses 200 kilomètres de lignes automatiques, chiffré aujourd'hui dans une fourchette de 28 à 35 milliards d'euros, s'alourdit à mesure que les études s'affinent. Après la polémique de la rentrée sur un possible " dérapage " des coûts et un manque de contrôle du projet par la Société du Grand Paris (SGP), chacun s'attend à ce que la conférence métropolitaine d'Ile-de-France, d'ici à quelques semaines, soit l'occasion d'une remise à plat du dispositif, alors que la mise en service du nouveau réseau est officiellement prévue entre 2022 et 2030.

P. 4

Les élus locaux cherchent à obtenir des assurances de l'exécutif pour les lignes 17 et 18, qui sont sur la sellette

Le préfet de région, Michel Cadot, a fait des propositions au gouvernement – restées confidentielles –, désormais étudiées au niveau interministériel.

La tentation : sécuriser la réalisation d'ici à 2024 des lignes les plus vitales pour désengorger le réseau francilien et des tronçons indispensables aux Jeux olympiques en 2024 et à l'Exposition universelle de 2025. Et renvoyer ce qui peut l'être à plus tard, à l'horizon 2030 ou au-delà. Quitte à repenser l'architecture du réseau.

Si le prolongement de la ligne 14 et la réalisation de la ligne 15 -semblent assurés, la ligne 16 pourrait être ralentie à l'est d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où se trouve son centre d'entretien, alors que le métro est normalement attendu en 2023 pour désenclaver les banlieues défavorisées de Sevran, Clichy, Montfermeil, Chelles… Les lignes 17 et 18 sont particulièrement sur la sellette.

Un concurrent de la ligne 17

" De bonnes sources me préviennent que la ligne 17 est très menacée, regrette Jean-Pierre Blazy, le maire (PS) de Gonesse. *Ça obère complètement nos projets de développement, sur un territoire très défavorisé ! "* Ces 19,5 km entre RER Le Bourget (Seine-Saint-Denis) et Le Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) doivent desservir les aéroports du Bourget et de Roissy, le Parc des expositions et le Triangle de Gonesse (Val-d'Oise), où elle conditionne un gigantesque projet d'urbanisation sur 260 hectares… Trafic estimé : 75 000 voya-

geurs par jour – 150 000 les jours de salon –, pour un coût de 1,8 milliard d'euros. A comparer aux 900 000 passagers quotidiens du RER B…

Après les élus du conseil communautaire du Grand Roissy, les élus du Val-d'Oise ont voté à l'unanimité, le 29 septembre, une -motion exigeant la réalisation de la ligne jusqu'à l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle d'ici à la mi-2024. *" Jusqu'à cet été, on nous avait toujours assuré que ce serait livré dans les délais, nous renvoyer au-delà de 2024 ne serait pas acceptable ",* tranche le président (LR) du département, Arnaud Bazin, également vice-président du conseil de surveillance de la Société du Grand Paris.

Les élus du département ont obtenu un rendez-vous, lundi 9 octobre au matin, avec le conseiller transports, commun à Édouard Philippe et Emmanuel Macron, Jimmy Brun. *" Si nous n'obtenons pas de garanties, nous organiserons une protestation des élus avec leurs écharpes tricolores devant Matignon ",* prévient M. Blazy. Ils sont soutenus par Aéroports de Paris, Dassault Falcon Service, Airbus Helicopters, le Musée de l'air et de l'espace, réunis dans l'association Bourget Pro Mobilité pour défendre la réalisation de la ligne auprès du chef de l'État et du premier ministre.

Mais la ligne 17 a un concurrent : le projet de Charles-de-Gaulle Express, une desserte directe, rapide et coûteuse entre la gare de l'Est et l'aéroport, à destination d'une clientèle de voyageurs d'affaires. Les deux projets ne visent pas le même public, ne desservent pas les mêmes territoires et ne mobilisent pas les mêmes financements. Mais l'aval donné par le gouvernement à ce projet de navette fragilise la ligne 17.

Au sud, c'est la ligne 18 qui est dans la ligne de mire. Sa fréquentation prévisionnelle n'est que de 100 000 voyageurs par jour, pour un coût de 2,7 milliards d'euros. La première moitié, entre l'aéroport d'Orly (Val-de-Marne) et le plateau de Saclay (Essonne), paraît assurée de voir le jour d'ici à 2024. La candidature de la France pour organiser l'Exposition universelle de 2025 à Saclay a ajouté un argument au développement sur le plateau d'une Silicon Valley à la française aujourd'hui très mal desservie par les transports en commun.

Difficultés techniques

La deuxième partie, dans les Yvelines, jusqu'à Versailles-Chantiers en passant par Saint-Quentin-en-Yvelines, semble en revanche mal engagée… Sans parler d'une hypothétique prolongation jusqu'à Nanterre (Hauts-de-Seine) censée boucler la boucle. *" Le gouvernement va nous annoncer un report qui sera en réalité un enterrement de première classe, c'est une très mauvaise nouvelle ",* croit savoir Pierre Bédier, président (LR) du conseil départemental des Yvelines, pour qui un tronçon Orly-Saclay seul, *" c'est une absurdité ! "*.

Les maires du département, appuyés par leurs voisins de l'Essonne, multiplient courriers et résolutions pour exiger leur métro en 2024, rappelant que sans cette ligne, les 100 hectares de nouveaux quartiers prévus à Satory ou l'important développement économique de Saint-Quentin-en-Yvelines auront du plomb dans l'aile. Sans compter que le métro devait desservir trois sites olympiques dans les Yvelines pour 2024.

" La ligne 18 arrivera dans les Yvelines ", a promis la ministre des transports, Élisabeth Borne, en visite à Satory jeudi 5 octobre… Sans rassurer les élus, qui n'ont pas manqué de remarquer l'absence d'engagement sur une date.

Dans sa volonté de temporiser, le gouvernement pourrait toutefois trouver un allié… auprès des associations d'usagers. Pour la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut), les lignes 17 et 18 ne sont clairement pas prioritaires, ne traversant pas de zones densément habitées. " *Pourquoi pas reporter ou annuler les lignes les moins pertinentes, comme la 17 ou la 18, si c'est pour attribuer ces crédits aux transports du quotidien, la modernisation des RER, les projets de tramways en souffrance ",* plaide Marc Pélissier, le président de la Fnaut Ile-de-France.

" On ne peut pas mesurer l'intérêt d'une ligne uniquement par le trafic voyageurs attendu, ce sont aussi des instruments de développement économique ", défend Philippe Yvin, le président de la SGP. Au cœur de cette lutte d'influence, la Société du Grand Paris tente vaille que vaille de défendre la -cohérence de son réseau. *" C'est un système global, chaque tronçon contribue à créer le choc économique et urbain attendu,* argumente Philippe Yvin. *L'impact économique sera plus fort et le coût moindre si la réalisation est concentrée dans le temps. "*

Le gouvernement sera-t-il sensible à ces arguments ? **Des observateurs notent qu'arbitrages financiers ou non, le calendrier du Grand Paris Express risque fort de se dilater pour des raisons techniques. "** ***Le lissage financier va rejoindre le lissage technique : il y a beaucoup de lignes à forer parfois très profond, certaines gares sont très difficiles à réaliser, tout ça va forcément prendre plus de temps que prévu ",*** **prédit Jacques Baudrier, conseiller (PCF) de Paris, vice-président de la commission Aménagement métropole et administrateur du Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF).** De là à afficher une volonté de -différer des lignes, il y a un pas dont la Société du Grand Paris se serait bien passée.

Grégoire Allix

Le Monde ÉCO&ENTREPRISE 8 octobre 2017

P. 4

Métro automatique : ce qui explique l'inflation des coûts

Le budget du Grand Paris Express est-il hors de contrôle ? L'affirmation par la lettre professionnelle *Mobilettre,* le 14 septembre, que le coût total du projet était désormais estimé à 35 milliards d'euros, -contre 22 milliards en 2010, a créé un électrochoc. *" Je tire le signal d'alarme depuis des mois ",* avait réagi la présidente (LR) du conseil régional, Valérie Pécresse, demandant à *" auditer le budget "* de la Société du Grand Paris (SGP), qui gère le projet.

Depuis, la SGP s'emploie à contester tout dérapage. *" Les études préliminaires ont été faites sur la base de références papier très peu précises sur l'état du sous-sol,* explique Philippe Yvin, le président de la SGP. *Entre-temps, nous avons réalisé des études techniques sur chacun des sept tronçons. "*

Se fondant sur ces études, la SGP a réévalué le coût du projet, fin mai, à 28 milliards d'euros. Estimation à laquelle elle a ajouté 25 % de provisions pour risques et aléas de chantier, soit 35 milliards d'euros au total. La SGP estime qu'elle ne pourra s'engager qu'à l'été 2018 sur un coût d'objectif pour l'ensemble du réseau de 200 km et ses 68 gares.

La SGP a-t-elle été trop conciliante avec les élus ? Pas assez stricte lors des marchés passés avec les majors du BTP ? La polémique a placé son président dans la situation inconfortable de devoir justifier ses investissements. Et mis en lumière la faiblesse de cette structure de 200 salariés. *" Il faudrait trois fois plus de monde à la SGP pour être en mesure de bien suivre les projets ",* estime un bon connaisseur du dossier.

En attendant une éventuelle réorganisation des instances du Grand Paris par le gouvernement, Philippe Yvin rappelle que le futur métro automatique *" n'a aucun -problème de financement et ne pèse pas sur le budget de l'État "*. Outre les recettes d'exploitation à venir, la SGP est financée -depuis 2010 par trois taxes en Ile-de-France qui lui rapportent 550 millions d'euros par an et lui permettent de recourir à des -emprunts de long terme. Elle a contracté en 2017 une première tranche de 700 millions d'euros.

Un financement qui n'alourdit pas le budget, certes, mais qui pèse sur la dette, alors que le gouvernement s'échine à maintenir le déficit sous la barre des 3 %.

G. A.

Le Monde ÉCO&ENTREPRISE 8 octobre 2017

P. 4

Villes en mue

L'île Seguin fait la place belle à la culture

Vingt-cinq ans après la fermeture des usines Renault à Boulogne-Billancourt, on connaît enfin le futur visage de l'île Seguin : celui d'un pôle culturel consacré aux arts visuels, au numérique et à la musique. En aval, la cité dite La Seine musicale représente le point d'orgue de l'ensemble. Édifiée par -Shigeru Ban et Jean de Gastines, elle a ouvert ses portes en avril. Elle abrite une scène de type Zénith de 4 000 à 6 000 places et un auditorium de 1 500 places. A la pointe amont, la fondation Emerige d'art contemporain devrait représenter le pendant visuel de la Cité musicale. Collectionneur et mécène, le patron d'Emerige, Laurent Dumas, a acquis près de 15 000 m2 de terrains pour -bâtir un centre d'art de 6 000 m2, des bureaux, un multiplex de huit salles de cinéma et un hôtel de 200 chambres, *" tourné vers l'art contemporain ",* avec une œuvre d'art dans chaque chambre. Dessiné par les architectes catalans du cabinet RCR (Musée Soulages de Rodez, notamment), le futur centre d'art -devrait être dirigé par Jérôme Sans, l'ancien responsable du Palais de Tokyo.

C'est finalement l'empire Bolloré qui a raflé les milliers de mètres carrés sur la partie centrale de l'île, pour y installer le siège du groupe Vivendi-Canal+. Boulogne Studios, filiale à 100 % de Vivendi, a -signé la promesse de vente au printemps. Son futur " campus des médias " réunira 112 000 m2 de bureaux et de studios. Un jardin de 12 000 m2, un palais des sports de 3 000 places et une piscine sont programmés.

Originalité du projet, comme le précise Gauthier Mougin, premier adjoint à l'urbanisme à la mairie de Boulogne et président de la société publique locale (SPL), gérant la ZAC : *" M. Bolloré s'est engagé dans la promesse de vente à construire plusieurs équipements sportifs, avec une obligation d'ouverture au public durant cinquante ans. "* Un atout supplémentaire pour les habitants des quartiers voisins, notamment ceux du nouvel écoquartier du Trapèze. Ce vaste programme, largement avancé, offre 5 000 logements, des bureaux et des équipements publics, notamment scolaires (école bilangue français-anglais, école des sciences et de la biodiversité) et un parc de 7 hectares. La construction du dernier îlot de logements et de bureaux doit démarrer prochainement sur un ancien terrain de Renault. On attend la nomination des promoteurs et architectes. Le quartier bénéficiera aussi d'une gare de la future ligne 15 du Grand Paris Express.

Alain Piffaretti